

Etude SNE sur le partage de la valeur : un coup de projecteur qui n'éclaire pas toute la scène !

L'étude sur le partage de la valeur entre éditeurs et auteurs, publiée le 1^{er} février 2024 par le Syndicat national de l'édition (SNE), était attendue et le Conseil permanent des écrivains (CPE) remercie les éditeurs de lever enfin un peu le voile sur leur fonctionnement économique.

Cependant, étant donné que cette étude, entièrement pilotée par le SNE sans que les autres acteurs de la chaîne du livre soient associés à son élaboration, entend installer l'idée que les éditeurs perçoivent en net moins de revenus de la publication des livres que leurs auteurs, le CPE ne peut accepter sans réagir une présentation qui fausse la lecture de la réalité et laisser croire que l'ensemble des auteurs bénéficient de rémunérations satisfaisantes.

On ne peut que s'interroger sur la sélection des données communiquées par les sondés : elle est focalisée sur les grands groupes et exclue les ouvrages scolaires et universitaires, ainsi que les mangas. De plus, le chiffre d'affaires retenu pour déterminer le partage de la valeur dans la chaîne du livre exclut le chiffre d'affaires des diffuseurs-distributeurs, ce qui crée un biais considérable. Car les grands groupes éditoriaux qui ont fourni les données pour l'étude SNE n'existent pas indépendamment de leurs outils de diffusion-distribution.

Sur le montant des droits d'auteurs, il convient évidemment de remarquer que la part auteur est répartie entre tous les auteurs (celui qui lit distraitement l'étude pourrait se dire qu'un auteur est mieux payé que l'éditeur), alors que la part éditeur revient intégralement à la maison. Autrement dit, s'il y a 200 auteurs qui gagnent la même chose au sein d'une maison, la part leur revenant individuellement n'est plus que de 0,12 % du CA net éditeur.

La précarisation croissante des auteurs est déjà largement documentée, quand l'économie du livre est stable et en relative bonne santé, en particulier le secteur jeunesse. Rappelons qu'une étude jeunesse interprofessionnelle, payée par les fonds publics, n'a jamais vu le jour, les éditeurs n'ayant pas rempli leur part du questionnaire. L'approche macro-économique qui nous a été proposée le 1^{er} février a certes le mérite d'exister et de relancer le débat sur le partage de la valeur. Mais au-delà des biais qu'elle présente, elle ne reflète en rien la réalité individuelle vécue par les auteurs.

L'étude économique que vient de proposer le SNE ne saurait servir à écarter toute discussion sur le partage de la valeur. Le CPE entend poursuivre ses échanges avec le SNE sur la question cruciale de la rémunération des auteurs. Il persiste à demander l'adoption d'un dispositif encadrant les pratiques en ce domaine. Et en appelle à la ministre de la Culture pour rapprocher les parties.

Contacts presse :

Secrétariat CPE : 06 73 69 04 38 contact@conseilpermanentdesecrivains.org

ADAGP, ATLF, COSE6CALCRE, EAT, LA MAISON DE POESIE, PEN CLUB, SACEM, SAIF, SAJ,
SCAM, SELF, SGDL, SNAC, UPP, UNION des POETES

CPE – c/o Snac – 80, rue Taitbout, 75009 Paris – contact@conseilpermanentdesecrivains.org